

Service environnement
Unité procédures environnementales

ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE n° 2026-MD-102-IC
à l'encontre de la société REMIVAL situées
sur le territoire de la commune de REIMS (51100)

Le Préfet de la Marne

VU le Code de l'environnement, notamment la section 2 du chapitre Ier du titre VII de son livre Ier, relatif aux mesures et sanctions administratives, articles L. 171-6 et suivants ;
VU le Code de l'environnement, notamment le titre Ier de son livre V, relatif aux Installations classées pour la protection de l'environnement, les articles L. 511-1 et suivants et R. 511-9 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU le décret du 23 juillet 2025 portant nomination du préfet de la Marne - M. ROYET (Romain) ;
VU le décret du 18 février 2026 nommant M. Thibaut FÉLIX, Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Sous-Préfet de Châlons-en-Champagne, pour une durée initiale de 3 ans ;
VU l'arrêté préfectoral n° DS 2026-016 du 9 mars 2026 portant délégation de signature de M. Thibaut FÉLIX, Secrétaire général de la préfecture de la Marne ;
VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2004-APC-81-IC autorisant la société REMIVAL à poursuivre l'exploitation de son unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Reims du 18 mai 2004 ;
VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 24 février 2026 faisant suite à la visite sur le site de l'incinérateur de la société REMIVAL à REIMS (51100) du 29 janvier 2026 ;
VU le courrier de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est du 25 février 2026 invitant l'exploitant à faire part de ses observations sur le rapport susmentionné, conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement ;
VU le courrier de réponse de la société REMIVAL du 17 mars 2026.

CONSIDÉRANT que l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 dispose que : « L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont

indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent » ;

CONSIDERANT que, lors de la visite d'inspection du 29 janvier 2026, l'Inspection a constaté que la zone de raccordement entre la tuyauterie d'alimentation en GPL du système de traitement DeNOx et le système de traitement n'est pas matérialisée comme une zone ATEX (atmosphère explosive) alors que les équipements présentent un certain nombre de raccords et visseries qui, en cas de défaillance, pourrait provoquer des fuites de propane ;

CONSIDERANT que, lors de la visite d'inspection du 29 janvier 2026, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du zonage ATEX de la zone ;

CONSIDERANT que les non-conformités constatées sont de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L. 557-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

CONSIDERANT, en conséquence, que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société REMIVAL de respecter les dispositions des articles 48 et 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRÊTE

Article 1 - Objet de la mise en demeure

La SNC REMOISE DE VALORISATION DES DECHETS « REMIVAL », numéro de SIREN 348678970, dont le siège social est situé, ZI Les Essillards, chemin rural du Moulin de Vrilly à Reims (51100), exploitant des installations soumises à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement situées à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants du présent arrêté.

Article 2 – Localisation des risques ATEX

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, les dispositions de l'article 48 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en transmettant :

- l'étude permettant l'identification des zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion (DRPCE : document relatif à la prévention contre les risques d'explosion) et notamment au niveau de la tuyauterie DN 50 localisé dans le bâtiment dédié au traitement des fumées.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'Inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne - ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr), les justificatifs de mise en conformité.

Article 3 - Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 - Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée, pour information, à Monsieur le Maire de REIMS qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la SNC REMOISE DE VALORISATION DES DECHETS « REMIVAL » - ZI Les Essillards, chemin rural du Moulin de Vrilly – 51100 REIMS.

Châlons-en-Champagne, le **12 MAI 2026**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

A blue ink signature, appearing to be 'Thibaut FÉLIX', written in a stylized, cursive manner.

Thibaut FÉLIX

Voies et délais de recours : La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr.

